



Propositions

pour une France solidaire
dans le monde en 2017

actionaid
pour des peuples solidaires



PRENONS
le PARTI
de la
SOLIDARITÉ

15 propositions d'ActionAid France-Peuples Solidaires, CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France, Secours Catholique-Caritas France à l'adresse des candidat-e-s en vue de l'élection présidentielle de 2017.

Nous sommes plus de 7 milliards de femmes et d'hommes sur la planète, chaque jour plus interdépendants et confrontés aux mêmes défis et crises (politique, économique, sociale, écologique), qui se succèdent et s'alimentent entre eux. Face à cette situation, les politiques publiques - aux niveaux français, européen et international - ne sont pas aujourd'hui à la hauteur des enjeux. Les citoyen-ne-s en France et dans le monde, notamment les plus vulnérables, subissent de plein fouet ces crises et sont en attente de vraies réponses. Elles existent. Que ce soit par un juste partage des richesses, par la promotion de la justice climatique et de la souveraineté alimentaire, ou par la protection des droits humains, des choix politiques et stratégiques fondamentaux s'offrent à celles et ceux que nous élirons en 2017. C'est une question de courage, de volonté et de vision. Parce que les hommes et les femmes qui vont candidater à la présidence de la République et à l'Assemblée nationale doivent se donner l'ambition d'une France plus solidaire et d'un monde plus juste. Parce qu'il est encore temps de le faire.

Des inégalités en France et dans le monde qui affaiblissent le contrat social

Les inégalités ne cessent de s'accroître dans la majorité des pays du monde : désormais les 62 personnes les plus riches possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, soit 3,5 milliards de personnes, composée en majorité de femmes. Une minorité - multinationales et individus - contrôle les règles du jeu économique et politique à son avantage, et échappe largement au contrôle des gouvernements et à l'impôt en particulier. Ce faisant, cette minorité prive les Etats de ressources considérables, nécessaires pour fournir aux citoyen-ne-s des services essentiels (éducation, santé, etc.) qui leur permettraient de faire progresser leurs droits. Par ailleurs, la montée en puissance des acteurs privés dans l'élaboration des politiques publiques interroge sur la captation d'une partie du pouvoir démocratique et sur la prise en compte de l'intérêt général. Protégées par la structuration en groupes de sociétés qui diluent les responsabilités, des entreprises multinationales peuvent ainsi contourner les lois et ne pas répondre des impacts de leurs activités en matière de dommages environnementaux ou de violations des droits humains, tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement. Tout cela sans que les Etats ne s'en émeuvent ou ne s'en saisissent, sauf quand un scandale éclate. Les droits des femmes, en particulier, sont plus menacés dans de telles situations d'inégalités économiques.

Mais un autre partage des richesses est possible au sein d'une économie remise au service des besoins et des droits de tous les citoyens et citoyennes. En encadrant et en régulant les activités du secteur privé, en développant des politiques publiques justes et solidaires, l'Etat peut servir le bien commun.

Changement climatique et modèle agricole à l'agenda

Les dérèglements climatiques et la recrudescence des phénomènes climatiques extrêmes s'accroissent sur tous les continents. Leurs impacts sont de plus en plus ressentis pour les millions de personnes déjà vulnérables, notamment dans les pays les plus pauvres. Malgré cela, nos modes de production et de consommation n'évoluent malheureusement pas encore assez vite pour maintenir le réchauffement climatique en deçà des 1,5°C à l'horizon 2100, au-delà desquels les changements pourraient devenir irréversibles. Notre addiction collective aux énergies fossiles reste démesurée, et les modèles de production agricole proposés pour répondre à la fois au défi de l'insécurité alimentaire et des changements climatiques semblent inefficaces. La spéculation sur les matières premières agricoles, la promotion de l'agrobusiness et le libre-échange à tout va restent malheureusement privilégiés par les Etats. N'oublions pas que plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim, dont une majorité de femmes.

Il est impératif de s'engager fermement dans une transition énergétique et agricole juste et durable qui promeuve des solutions véritables et enclenche un changement de modèle, bénéficiant ainsi à toutes et tous et notamment aux plus vulnérables.

Une France exemplaire, une France solidaire

Les conflits, les violences terroristes, la répression mais également une pauvreté endémique au Proche-Orient et en Afrique ont jeté sur les routes des millions de femmes et d'hommes. Nous sommes désormais au cœur de la plus grande crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale, et les réponses qu'y apportent notamment les Etats européens sont insuffisantes, inefficaces et inhumaines.

La crise multiple à laquelle nous faisons face - écologique, économique, sociale et sécuritaire -, largement due à l'accumulation de choix politiques erronés et à court terme, frappe tous les pays, et tous les citoyen-ne-s, dont les droits sont de plus en plus bafoués et remis en question. La France doit donc avoir une parole forte au sein de l'Union européenne et sur la scène internationale, au service de la défense des droits humains, des biens publics mondiaux, et de la réalisation des Objectifs de Développement Durable qui visent notamment à éradiquer la pauvreté et la faim dans le monde d'ici 2030.

Mais pour être solidaire, encore faut-il être exemplaire : à l'intérieur de nos frontières, les droits des étranger-e-s et les libertés fondamentales sont menacés, la politique publique de solidarité internationale s'affaiblit d'année en année. La transition énergétique reste contrainte par la puissance des lobbies, et les multinationales bénéficient d'une latitude injustifiable pour pratiquer l'évasion fiscale, ou encore pour agir au détriment des droits des populations locales et de leur environnement, autant de pratiques qui touchent les pays en développement de façon disproportionnée. Face à cela, la confiance de l'opinion publique française envers la capacité de la classe politique à faire face à ces défis et ces crises ne cesse de diminuer.

L'accès aux droits et la solidarité doivent impérativement être au cœur de tous les engagements de la France et de l'Europe, qu'il s'agisse des politiques migratoires, économiques et commerciales ou encore de la lutte contre les discriminations.

Les citoyen-ne-s porteurs de solidarité(s)

En parallèle, de nombreuses initiatives citoyennes voient le jour au niveau local comme international, des alternatives sont proposées et nombre de nos concitoyen-ne-s s'engagent et se mobilisent pour une société plus juste, durable et solidaire. Si ces dynamiques montrent que d'autres modèles sont possibles et souhaités, ceux-ci restent encore trop peu considérés par les décideurs et insuffisamment pris en compte dans les politiques publiques.

Nos 15 propositions

Pour que la France joue pleinement son rôle dans la réponse mondiale aux défis qui sont devant nous, et pour restaurer le lien et la confiance entre citoyen-ne-s et dirigeant-e-s, nous, organisations de solidarité internationale, fortes de nos expériences et du soutien de millions de citoyen-ne-s, appelons les candidat-e-s aux élections présidentielle et législatives de 2017 à démontrer leur volonté politique de répondre à ces enjeux et ainsi à s'engager solennellement à :

Partager justement les richesses pour mettre fin à la pauvreté et aux inégalités

- **1** Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.
- **2** En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires au niveau international.
- **3** Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du RNB¹ à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.
- **4** Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable, dont la santé mondiale.
- **5** Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

Promouvoir la justice climatique et la souveraineté alimentaire

- **6** D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'Etat est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.
- **7** Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation des agrocarburants aux niveaux français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés (2^{ème} et 3^{ème} générations).
- **8** Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

1) Revenu national brut

➔ **9** S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques préservent la sécurité alimentaire et n'alimentent pas les dynamiques d'accaparements de terres.

➔ **10** Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agro-écologie paysanne, qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'UE, au niveau international (FAO, CSA, CCNUCC²) et dans les soutiens de la France par des initiatives et projets de développement à l'étranger.

Faire respecter les droits humains en France comme dans les pays du Sud

➔ **11** Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrants, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeurs d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'UE prévu par les accords de Dublin. La France doit aussi jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

➔ **12** Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des Etats peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'UE et la Turquie alors que de fortes interrogations pèsent sur la légalité de celui-ci et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

➔ **13** Légiférer aux niveaux français (loi sur le devoir de vigilance des sociétés mères et entreprises donneuses d'ordre), européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

➔ **14** Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'OIT, l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

➔ **15** Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les Etats à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

2) FAO : organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation / CSA : Comité pour la Sécurité Alimentaire / CCNUCC : Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

actionaid
pour des peuples solidaires

peuples-solidaires.org
twitter.com/PSo_ActionAid



oxfamfrance.org
facebook.com/OxfamFrance
twitter.com/oxfamfrance



ccfd-terresolidaire.org
facebook.com/ccfdterresolidaire
twitter.com/ccfd_tsolidaire



secours-catholique.org
facebook.com/Secours.Catholique.
Caritas.france
twitter.com/caritasFrance